



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille
BEF
Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und
für Familienfragen BGF

Rue de la Poste 1, 1701 Fribourg

T +41 26 305 23 86, F +41 26 305 23 87
www.fr.ch/bef

COLLOQUE MARIAGES FORCÉS ET MARIAGES ARRANGÉS

Le 18 juin 2010

Anne-Claude Demierre

Conseillère d'Etat

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un très grand plaisir que je vous adresse ces quelques mots à l'occasion de ce colloque *Mariages forcés, mariages arrangés* à l'Institut agricole de Grangeneuve. Je profite de cette occasion pour vous apporter mes plus cordiales salutations et vous souhaiter la bienvenue à cette journée de réflexion et d'échanges. La journée va être suffisamment riche en présentations et en débats.

Je remercie toutes celles et tous ceux qui ont organisé cet événement de haute tenue. Je salue à ce titre le travail fantastique du Bureau de l'égalité du canton de Fribourg, qui a piloté l'organisation et financé ce projet. Je remercie très chaleureusement les partenaires impliqués dans le groupe de travail qui œuvrent depuis une année à la mise sur pied de ce colloque. Je rappelle – enfin – que cette initiative a été lancée au printemps par Solidarité Femmes. Je vous remercie donc également pour votre formidable travail.

Wir sind heute zusammengekommen, um ein vielfältiges und facettenreiches Wissen über Zwangsheiraten und arrangierte Heiraten auszutauschen. Wir werden die Thematik vom rechtlichen, kulturellen, sozioökonomischen, aber auch vom politischen Standpunkt aus angehen. Durch die verschiedenen Vorträge, die Bestandsaufnahme, die Gespräche und die Diskussionsrunde wird uns dieses Symposium sicherlich helfen, die Grundzüge eines kantonalen Kompetenznetzwerkes zu ziehen, mit dem wir die Problematik der Zwangsheiraten und arrangierten Heiraten in Zukunft nicht nur besser verstehen, sondern auch die richtigen Antworten auf dieses so undurchsichtige Phänomen finden werden.

Comme directrice de la santé et des affaires sociales, je suis bien sûr interpellée par ces parcours de vie chaotiques et douloureux. Ce phénomène caché inquiète, car les victimes ne connaissent bien souvent pas les canaux pour obtenir de l'aide ou n'ont pas les ressources pour s'extirper de leur situation familiale. Comme le montre très bien le rapport

réalisé par la Commission pour l'intégration des migrants et contre le racisme en réponse à la question posée par la députée Claire Peiry-Kolly qui vous sera présentée par mon collègue Erwin Jutzet cet après-midi, la réalité de ces unions est souvent difficile à vivre tant sur le plan physique que sur le plan psychologique. Les victimes se retrouvent bien souvent dans des états de détresse affective très lourde. Elles ont bien souvent vécu des actes de violence autant physique que psychologique.

Il est donc très difficile de sortir de ces systèmes familiaux patriarcaux avec leurs codes claniques particuliers. Les parents, la famille et l'entourage reproduisent les usages pratiqués dans leur pays d'origine, parce que ceux-ci sont bien souvent un moyen de lutter contre le déracinement. Les victimes sont également tiraillées par un sentiment double de défiance à la loyauté familiale et de culpabilité, qui les enferme dans un cercle vicieux. Lutter contre ce phénomène est complexe, car sa prise en compte comprend des problématiques à la fois culturelles, sociales, légales, intimes et intégratives.

Notre colloque du jour est ainsi une première réponse concrète à toutes ces personnes qui ne peuvent choisir librement leur conjoint. C'est également l'occasion de faire le point sur la question et de faire une synthèse de toutes les données recueillies pour ce colloque.

J'aimerais également insister sur quelques points qui me semblent important pour poser le contexte dans lequel nous allons évoluer aujourd'hui. Notre réflexion de ce jour n'est pas anodine. Elle s'inscrit dans une stratégie à long terme que nous avons déterminé en début de législature avec l'ensemble du Conseil d'Etat. Cette feuille de route contient ainsi trois idées fortes. Il me semble utile de rappeler la première d'entre elles qui s'articule autour du renforcement de la cohésion sociale. Cette force collective d'intégration est primordiale dans notre société en pleine mutation.

Durch den immer grösser werdenden Abstand zwischen den armen und den reichen Ländern, aber auch durch den immer rascher voranschreitenden Klimawandel rücken die Migrationsprobleme und die Probleme in Zusammenhang mit der Völkervermischung immer stärker in den Vordergrund – diese Probleme in den Griff zu bekommen, ist eine der grössten Herausforderungen unserer Zukunft. Zahlreiche Migrantinnen und Migranten, die gezwungen sind, ihr Land zu verlassen, suchen heute in unserem Land Unterschlupf. Leider stehen oft Welten zwischen unserer westlichen Kultur, die wir tagtäglich leben, und den Kulturen der Migrationsbevölkerung, obwohl wird in diesen natürlich auch immer wieder neue Schätze entdecken dürfen. Eben diese Distanz ist der Ursprung der Integrationsprobleme, mit denen wir uns heute auseinandersetzen müssen und zu denen auch die Zwangsheirat und die arrangierte Heirat gehören.

Nous avons donc un devoir de veiller à ce que l'intégration des populations immigrées se fasse dans de bonnes conditions. Vivre ensemble, c'est faire un pas les uns vers les autres, c'est se connaître et établir des canaux de communication pour que notre cadre légal, social et culturel soit bien compris par toutes et tous. La question des mariages arrangés et forcés trouve tout son sens au cœur de cette réflexion plus générale sur l'intégration.

Ich bin mir sicher, dass das Kennen der jeweiligen Lebensweisen und der gegenseitige Respekt unter den einzelnen ethnischen Gruppen in unserem Land und in unserem Kanton für einen starken Zusammenhalt unerlässlich sind. Die Überlegungen, die wir heute gemeinsam anstellen werden, aber auch die Massnahmen, die Ihnen mein Kollege, Staatsrat Erwin Jutzet, später vorstellen wird, sollen zur Bekämpfung von Zwangsheiraten und arrangierten Heiraten beitragen, ja. Sie sollen aber auch ein harmonisches Zusammenleben unter den verschiedenen Gemeinschaften fördern, denn schlussendlich sind sie es, die den Reichtum unserer Bevölkerung ausmachen.

Je l'ai dit, la forte évolution démographique que connaît le canton de Fribourg va de pair avec un afflux important de personnes étrangères. Ces personnes doivent pouvoir s'intégrer dans la société et dans le monde du travail. La nouvelle loi fédérale sur les étrangers prévoit que la Confédération, les cantons et les communes créent des conditions propices à l'égalité des chances et à la participation des étrangers à la vie publique: l'encouragement de l'apprentissage de la langue, la promotion professionnelle, les mesures de prévention en matière de santé ou encore le soutien aux efforts déployés en vue de favoriser la compréhension mutuelle entre populations suisse et étrangère. Là encore, toutes ces mesures sont concomitantes à celles que nous allons prendre pour donner des réponses ciblées à la problématique des mariages arrangés et forcés.

Comme vous le constatez, il n'y a pas de solution toute faite à la problématique qui nous occupe aujourd'hui. Des mesures de préventions, de contrôle et de répression sont aujourd'hui nécessaires, pour que notre cohésion sociale se renforce dans le respect de la diversité. Et ce n'est bien qu'ensemble, avec vous toutes et tous que nous pourrons trouver les stratégies les plus efficaces pour que chacun et chacune de nos concitoyens soient en mesure de choisir librement son partenaire de vie.

Je vous remercie et je vous souhaite une excellente journée de réflexion.



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG
www.fr.ch

Direction de la sécurité et de la justice DSJ
Sicherheits- und Justizdirektion SJD

Grand-Rue 27, Postfach, 1701 Freiburg

T 026 305 14 03, F 026 305 14 08
www.admin.fr.ch/dsj

Exposé - Referat

—

Mariages forcés

Seules les paroles prononcées font foi !

Exposé de M. Erwin Jutzet, Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, à l'occasion du colloque « Mariages forcés – Mariages arrangés dans le canton de Fribourg »

18 juin 2010, Grangeneuve

Mesdames et Messieurs les Député-e-s,

Mesdames et Messieurs les membres de la Commission cantonale pour l'intégration des migrant-e-s et contre le racisme,

de la commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille,

de la commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail,

et de la commission contre la violence conjugale,

Mesdames et Messieurs les professionnel-le-s et spécialistes des domaines de l'égalité, de l'intégration, de l'état-civil, de l'éducation, du social, de l'asile, de la jeunesse, de la santé, de la justice et de la police,

Les mariages forcés ou arrangés existent dans beaucoup de sociétés. N'oublions pas qu'ils étaient courants aussi dans nos sociétés, à l'époque où le mariage avait surtout une fonction sociale et patrimoniale, voire politique, comme dans les familles royales ou aristocratiques. Aujourd'hui, chez nous, on se marie plutôt par amour, mais les mariages arrangés restent une tradition dans de nombreux pays.

Avec la venue de migrant-e-s en provenance de ces pays, la question des mariages forcés et des mariages arrangés a commencé de préoccuper l'opinion publique et les milieux politiques suisses depuis plusieurs années. A Fribourg, Mme la Députée Claire Peiry-Kolly a adressé en 2006 au Conseil d'Etat une question (Q 940.06) portant sur la situation en matière de mariages forcés et de mutilations génitales féminines (MGF) dans le canton.

A la suite de cette intervention parlementaire, la Commission pour l'intégration des migrant-e-s et

contre le racisme s'est saisie de la question et a créé deux groupes de travail : l'un a analysé la question des mariages forcés et des mariages arrangés, l'autre s'est penché sur la situation dans le domaine des mutilations génitales féminines. Le rapport et les recommandations sur les MGF ont été approuvés par le Conseil d'Etat et publié il y a deux ans.

Quant au rapport et aux recommandations sur les mariages forcés, le Conseil d'Etat les a adoptés le mois dernier. Ce rapport, que vous trouverez dans votre dossier, fournit une analyse détaillée et différenciée de la situation en matière de mariages forcés et de mariages arrangés dans le canton de Fribourg. Il pose le cadre juridique international et national actuel, approfondit les définitions et l'analyse des différents types de mariages forcés et arrangés et expose des témoignages de victimes et de personnes concernées. Le rapport propose une série de recommandations pour prévenir ce type de mariages, favoriser l'intégration, aider et protéger les victimes ainsi que pour réprimer plus efficacement les actes de contrainte et de violence qui peuvent être commis pour forcer quelqu'un à se marier.

Définitions

La Commission pour l'intégration des migrant-e-s retient la définition suivante du mariage forcé : il y a mariage forcé lorsqu'une personne se voit imposer une union maritale par des membres de sa famille ou de sa communauté, qui la soumettent à des violences psychologiques ou physiques. Dans certains cas, les pressions peuvent être massives. Elles peuvent même aller jusqu'au meurtre (crime d'honneur) dans les cas extrêmes. Soumise à de fortes pressions, la personne ne peut pas refuser le mariage. Or, le libre consentement au mariage est une condition essentielle requise aussi bien par les textes fondamentaux du droit international que par le droit suisse. La Déclaration universelle des droits humains consacre ce principe : « Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux ». En Suisse, le droit de se marier – et celui de ne pas se marier – est garanti par la Constitution fédérale. Mmes Roselyne Crausaz-Clivaz et Paola Riva Gapany vous ont exposé ce matin le volet juridique de la question.

Au contraire des mariages forcés, les mariages arrangés ne contiennent pas l'élément de la contrainte. Mais, vu de l'extérieur, la situation peut se présenter de manière assez semblable : dans les deux cas, la famille choisit un conjoint pour sa fille ou pour son fils (parfois lorsqu'il ou elle est encore au berceau). Cependant, dans le cas du mariage arrangé, le fils ou la fille a la possibilité d'accepter ou de refuser le mariage. S'il ou elle accepte d'épouser le conjoint proposé, il n'y a pas de problème sur le plan juridique. Les mariages arrangés sont eux aussi protégés par la Constitution fédérale. D'ailleurs, d'après le droit suisse, on ne doit pas forcément se marier par amour, on peut se marier pour toutes sortes de raisons, bonnes ou mauvaises, mais pas parce qu'on y est forcé, et pas non plus pour obtenir un permis de séjour.

On voit tout de suite combien il peut être difficile de distinguer un mariage forcé d'un mariage arrangé. Jusqu'où la volonté des fiancés est-elle encore vraiment libre ? Les pressions peuvent être subtiles, et la situation psychologique peut être complexe. Le rapport de la Commission mentionne le site Internet « Forced Marriage Awareness », qui a établi une échelle intéressante pour les mariages forcés ou arrangés : les parents peuvent bien réfléchir au mariage de leur enfant, évoquer des

partenaires potentiels, en parler avec leur fille ou leur fils, tant que le dialogue est libre et que la décision finale revient aux futurs époux, c'est un mariage arrangé, donc admissible. Mais s'il n'y a pas de dialogue, si les parents font pression pour que leur fille ou leur fils se conforme aux traditions, s'ils exercent un chantage affectif, des violences psychologiques ou physiques, il s'agit d'un mariage forcé, sans libre consentement.

Le rapport de la Commission se focalise logiquement sur les mariages forcés. Comme le relèvent les auteur-e-s du rapport, les mariages forcés sont un phénomène caché, difficile à détecter, surtout s'ils ont été conclus à l'étranger. Il est rare que les victimes acceptent de témoigner et de porter plainte. Le caractère forcé du mariage ne se révèle souvent que lorsqu'intervient une crise d'un autre type : menaces, violences, séquestration, séparation. En général, les familles concernées sont issues de communautés patriarcales, claniques, où les femmes ont souvent peu de droits. Ces communautés sont très soudées et exercent un fort contrôle social sur leurs membres. Les femmes, en particulier, sortent peu, sont souvent insuffisamment intégrées dans la société suisse et ne parlent pas la langue locale. Les victimes des mariages forcés se trouvent en proie à un lourd conflit de loyauté et à des sentiments de culpabilité qui les paralysent et les empêchent d'agir, et notamment de porter plainte. Le piège dans lequel elles se trouvent paraît sans issue :

- soit elles cèdent à la pression de leur famille, ce qui veut dire qu'elles renoncent à elles-mêmes, à leur liberté et à leur dignité ; elles courent alors un risque accru d'être victimes de violences conjugales ;
- soit elles tentent d'échapper aux pressions, ce qui peut impliquer une rupture radicale avec la famille, et les prive aussi d'une partie de leur identité, sans parler des représailles qui peuvent les menacer elles-mêmes ou d'autres membres de la famille.

Beiläufig muss gesagt werden, dass auch junge Männer Opfer von Zwangsheirat werden können. Diese Fälle sind aber vielleicht schwieriger aufzuspüren, weil Männer möglicherweise noch grössere Hemmungen haben, ihre Situation jemandem anzuvertrauen. Aber auch sie leiden unter einer Zwangsheirat. Andererseits haben sie meistens bessere Berufschancen, oder eher die Möglichkeit, ein Doppelleben im Privatbereich zu führen. Mit ist kein Fall bekannt, wo ein junger Mann, der eine Zwangsheirat abgelehnt hatte, Opfer eines Ehrenmordes geworden wäre. Die Expertinnen und Experten werden uns darüber genauer Auskunft geben können.

Die im Kanton Freiburg für den Bericht befragten Zeuginnen und Zeugen zeigen sehr gut, wie vielfältig die Einzelfälle sind. Es gibt dramatische Fälle mit schwerer Gewalt gegenüber Frauen, wie wir es später beim runden Tisch hören werden. Es gibt jedoch glückliche arrangierte Ehen, auch wenn sich die Verlobten kaum kennen. Und alles, was zwischen diesen beiden Extremen liegt. Einzelne ZeugInnen schätzen, dass Zwangsverheiratung in ihrer Gemeinschaft sehr häufig vorkommt. Das Frauenhaus Freiburg hat kürzlich mitgeteilt, letztes Jahr sechs Opfer begleitet zu haben. Es muss mit einer gewissen Dunkelziffer gerechnet werden.

Empfehlungen

Im Anschluss an ihren Bericht formuliert die Kommission für die Integration der Migrantinnen und Migranten eine Reihe von Empfehlungen, die verschiedene Bereiche betreffen: die Vorbeugung und Sensibilisierung, das Aufspüren von Fällen, die Unterstützung der Opfer und die Repression, sowie die Integration der betroffenen Personen. Dabei stuft sie das Erlernen der lokalen Sprachen als prioritär ein. Im Bereich Sensibilisierung empfiehlt der Bericht, den Schwerpunkt auf die Information und Prävention hauptsächlich bei den Jugendlichen und ihren Eltern zu setzen, unter Einbezug der Schulen und mit der Ausbildung interkultureller Mediatorinnen und Mediatoren.

Der Staatsrat hat den Bericht und die Empfehlungen am 11. Mai dieses Jahres analysiert. Bei dieser Gelegenheit hat er erneut betont, dass Zwangsheiraten einen Verstoss gegen die Grundrechte, insbesondere der Frauen, darstellen, und als solche unmissverständlich verurteilt werden sollen. Um die Empfehlungen des Berichtes umzusetzen, hat der Staatsrat den Delegierten für die Integration der Migrantinnen und Migranten beauftragt, eine Sensibilisierungskampagne gegen Zwangsheirat zu lancieren, die dieses und nächstes Jahr in Zusammenarbeit mit den betroffenen Stellen und involvierten Organisationen durchgeführt werden soll.

Die Kampagne stellt eine der vom Staatsrat festgelegten Prioritäten in der kantonalen Integrationspolitik dar. Zielpublikum sind Jugendliche zwischen 12 und 25 Jahren. Ein Flyer mit Informationen und Adressen soll Jugendlichen und Fachleuten aus dem Bildungs-, Gesundheits- und Sozialbereich sowie aus Justiz und Polizei verteilt werden. Bernard Tétard, der Delegierte für die Integration, wird Ihnen dies später näher erläutern. Die Information wird ausserdem durch weitere Kanäle übermittelt, beispielsweise durch die Willkommensbroschüre für neu im Kanton Freiburg lebende Personen. Die Broschüre wird demnächst publiziert..

Pour ce qui concerne la détection des cas, le Service de l'état-civil et des naturalisations (SECiN) et le Service de la population et des migrant-e-s (SPoMi) ont un rôle important à jouer. A l'avenir, le SECiN procédera encore plus systématiquement à des auditions ciblées des futurs époux, lorsque des soupçons apparaissent dans des procédures de mariage. Juridiquement, la Suisse n'a pas la compétence de valider ou d'invalider les mariages célébrés à l'étranger.

Mais lorsqu'une demande d'autorisation de séjour résulte d'un tel mariage au titre du regroupement familial, le SPoMi peut exiger la production de l'acte de mariage et son authentification, et procéder si nécessaire à des investigations supplémentaires. Il organise ainsi dans certains cas des auditions simultanées mais séparées des deux conjoints, afin de déceler d'éventuels indices de mariage fictif ou de mariage forcé. Le conjoint résidant en Suisse est interrogé au SPoMi, celui qui se trouve à l'étranger est interrogé en même temps auprès de la représentation suisse dans le pays concerné.

Dans le domaine du soutien aux victimes, Solidarité Femmes accomplit déjà un travail remarquable pour aider et protéger les femmes concernées, souvent dans des conditions difficiles. La campagne de prévention qui sera lancée permettra de mieux connaître le contexte fribourgeois, de rendre plus visible la réalité des mariages forcés et d'évaluer les besoins futurs en matière de prise en charge des victimes. Pour ce qui concerne la répression des auteurs de contraintes ou de violences, le Conseil d'Etat est déterminé à appliquer de manière conséquente les lois existantes.

Quant à la politique d'intégration menée depuis plusieurs années par le canton, elle repose sur le principe de réciprocité : les migrant-e-s doivent s'intégrer dans la vie locale et respecter les valeurs

fondamentales de la société suisse, mais la population locale doit aussi aller à leur rencontre et combattre les discriminations dont ils peuvent faire l'objet.

L'apprentissage des langues officielles du canton est la priorité numéro un de la politique cantonale d'intégration. De nombreux cours de langues pour les migrant-e-s, soutenus par le canton, existent dans chaque district. Il y a également des cours spécifiques pour les femmes. A chaque fois qu'ils demandent une modification de leur permis de séjour, les migrant-e-s doivent montrer qu'ils ont les connaissances linguistiques nécessaires.

Comme vous l'avez entendu ce matin, la Confédération propose des modifications législatives pour mieux lutter contre les mariages forcés : on pourra annuler d'office un mariage forcé, et les mariages avec des personnes mineures ne seront plus autorisés ni reconnus en Suisse. Sur le plan pénal, la Confédération propose plusieurs options, dont celle d'une norme spécifique contre les mariages forcés, comme celle qui est en projet pour les mutilations génitales féminines. Plusieurs pays ont déjà introduit une norme pénale spécifique ou de contrainte aggravée pour les mariages forcés. Une telle norme aurait surtout un effet de signal, car les mariages forcés – tout comme les MGF – tombent déjà sous le coup du code pénal. Mais un tel effet de signal serait à mon avis important. C'est aux Chambres fédérales que reviendra cette décision (sauf référendum).

Conclusion

En conclusion, la problématique des mariages forcés et des mariages arrangés est hautement complexe. Le colloque d'aujourd'hui, et notamment la table ronde qui réunira tout à l'heure des expert-e-s de l'aide aux victimes, de la justice, des services impliqués de l'Etat et de la migration, esquissera des pistes et des solutions pour mieux lutter contre ce phénomène.

Ces questions sont difficiles, mais jamais encore dans le canton de Fribourg, autant de compétences et de professionnel-le-s des domaines concernés n'ont été réuni-e-s pour y trouver des réponses. Ce colloque sera un jalon important dans la lutte qu'a engagée le Conseil d'Etat contre le phénomène des mariages forcés.

Je vous remercie de votre attention.

Fribourg, le 18 juin 2010

—



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille
BEF
Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und
für Familienfragen BGF

Rue de la Poste 1, 1701 Fribourg

T +41 26 305 23 86, F +41 26 305 23 87
www.fr.ch/bef

Freiburg, den 18. Juni 2010

Zwangsheirat – arrangierte Heirat im Kanton Freiburg Einführung in die Problematik – Zusammenfassung

Geneviève Beaud Spang, Leiterin Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen

In einer zunehmend multikulturell zusammengesetzten Schweiz, in der Gemeinschaften mit unterschiedlichen Vorstellungen über das übliche Heiratsalter, die Partnerwahl, die Eheführung sowie über die akzeptable Lebensweise im Allgemeinen leben, tauchte die Problematik der Zwangsheirat auf. Hinter dem Phänomen, das durch die Medien weitestgehend bekannt wurde, verstecken sich vielfältige und komplexe soziale Gegebenheiten.

Obwohl weder Studien noch Statistiken vorliegen, die die Zahl der Betroffenen belegen, scheint niemand die Existenz von Zwangsheiraten zu leugnen. Zwangsheirat zu definieren ist indes kein leichtes Unterfangen, zumal zahlreiche Begriffe dafür vorzufinden sind: Zwangsheirat, arrangierte Heirat, Scheinehe, Zweckehe, ...

In der öffentlichen Diskussion werden erzwungene und arrangierte Heiraten oft gleichgestellt, mit der Begründung, dass jede Art der Einflussnahme bei einer Heirat das Selbstbestimmungsrecht der betroffenen Person verletze.

Wir definieren die Zwangsheirat wie folgt:

«Zwangsheirat ist die Vereinigung von zwei Personen, von denen mindestens eine die Heirat nicht mit freier und voller Zustimmung eingegangen ist.»

Eine Zwangsheirat liegt also dann vor, wenn die Ehe gegen den Willen der Braut und/oder des Bräutigams geschlossen wird. Die Grenze zwischen einer Zwangsheirat und einer arrangierten Heirat ist jedoch meist fließend.

Dass Zwangsverheiratungen jenseits der Grenze dessen liegen, was aus menschenrechtlicher Sicht im Namen kultureller Vielfalt gerechtfertigt oder auch nur geduldet werden könnte, steht zweifelsfrei fest. Eine erzwungene Eheschliessung bedeutet die Verweigerung freiheitlicher Selbstbestimmung in einem zentralen Bereich persönlicher Lebensgestaltung, sowohl für betroffene Männer als auch für Frauen. Ausserdem zieht sie meistens weitere Menschenrechtsverletzungen nach sich. Besonders deutlich werden diese Verletzungen bei den Frauen: Das erzwungene Eheleben wird von betroffenen Frauen als eine Serie von Vergewaltigungen und damit als Verletzung ihres Rechts auf körperliche und seelische Integrität erlebt. Ihr Recht auf Gesundheit wird auf schwerste Weise verletzt. Nicht zuletzt besteht die Gefahr, dass die Bildungsrechte von zwangsverheirateten Frauen zu kurz kommen oder ganz auf der Strecke bleiben, was wiederum in einer finanziellen Abhängigkeit vom Ehemann mündet.



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille
BEF
Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und
für Familienfragen BGF

Rue de la Poste 1, 1701 Fribourg

T +41 26 305 23 86, F +41 26 305 23 87
www.fr.ch/bef

Freiburg, den 18. Juni 2010

Zwangsheirat – arrangierte Heirat im Kanton Freiburg Schweizer Wirklichkeit – Zusammenfassung

Anita Balz, Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen

Wie in der Studie «Zwangsheirat: Hintergründe, Massnahmen, lokale und transnationale Dynamiken» von Janine Dahinden und Yvonne Riaño (2010) für das Gleichstellungsbüro der Stadt Zürich dargestellt wurde, ist es bis heute schwierig, konkrete Zahlen zu nennen. Bis heute wurde keine präzise Studie durchgeführt. Der Mangel an Zahlen hat verschiedene Ursachen: Zwangsheirat wird nicht von allen Fachleuten gleich definiert, die Dunkelziffer bei solchen Vorfällen ist, ähnlich wie bei Problemen wie häusliche Gewalt, sehr gross und nicht zuletzt gibt es bisher in der Schweiz kein System, wie diese Fälle bei Beratungsstellen sinnvoll erfasst und auf nationaler Ebene zusammengetragen werden.

- In einer Studie der internationalen Menschenrechtsorganisation «Surgir» vom Dezember 2006 wurde die Zahl der Zwangsheiraten in der Schweiz auf 17 000 geschätzt. Die Zahlen werden jedoch in Frage gestellt, weil sie auf einer nicht überprüfbaren Extrapolation basieren.
- 2009 haben sich im Kanton Freiburg sechs Opfer von Zwangsheirat beim Frauenhaus gemeldet.
- Auch der Kanton Genf bekundet in einem demnächst veröffentlichten Bericht Schwierigkeiten, die Anzahl Fälle zu beziffern.
- Fachleute in Bern vermuten, dass allein in der Stadt Bern jedes Jahr 80 Mädchen in den Heimatländern ihrer Eltern zwangsverheiratet werden.

Gesichert ist einzig, dass Zwangsheiraten in der Schweiz vorkommen, aber kein Massenphänomen darstellen.

In der Schweiz sind von Zwangsheirat Betroffene meist Angehörige, Frauen und Männer, der kosovarischen, türkischen, kurdischen oder tamilischen Community.

Es muss jedoch betont werden, dass eine Zwangsheirat weder abhängig von einer bestimmten Religion noch Ethnie ist. Zwangsheiraten sind zum einen überall auf der Welt bekannt und zum anderen wird in keinem der Bücher der fünf Weltreligionen diese Praktik legitimiert oder explizit erwähnt. Es ist kein Ausländerproblem, sondern ein Menschenrechtsproblem und sollte auch so wahrgenommen und diskutiert werden.

Quelle: *Terre des Femmes Schweiz*, www.gegen-zwangsheirat.ch

ZWANGSHEIRATEN-ARRANGIERTE HEIRATEN IN FREIBURG

FREITAG, 18. JUNI 2010

ZUSAMMENFASSUNG RECHTLICHE ASPEKTE

Die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte, der Internationale Pakt über bürgerliche und politische Rechte, der Internationale Pakt über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, das Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form der Diskriminierung der Frau, das Übereinkommen über die Erklärung des Ehwillens, das Heiratsminderalter und die Registrierung von Eheschliessungen, das Übereinkommen über die Rechte des Kindes sowie die Europäische Menschenrechtskonvention verbieten erzwungene Heiraten. Solche Praktiken lassen sich nicht mit kultureller Tradition oder Religion rechtfertigen, da sie einen Eingriff in die körperliche Integrität darstellen und die Gleichberechtigung von Mann und Frau missachten. Eine Ehe, die zwischen zwei Personen geschlossen wird, von denen mindestens eine jünger als 18 Jahre ist, gilt als Kinderehe und ist somit verboten.

Die Bundesverfassung garantiert das Recht auf Ehe, das aber auch das Recht, sich nicht zu verheiraten, einschliesst. Diese Grundfreiheit lässt sich einschränken, sofern die Einschränkungen auf einer ausreichenden gesetzlichen Grundlage beruhen, durch ein überwiegendes öffentliches Interesse gerechtfertigt und verhältnismässig sind und den Kerngehalt des Rechts nicht antasten.

In der Schweiz gibt es keine gesetzliche Definition von Zwangsheirat, und die geltende Gesetzgebung enthält keine spezifische Bestimmung, die erzwungene Heiraten ausdrücklich unter Strafe stellt. Allerdings sind sowohl im Strafrecht (Nötigung, Art. 181 StGB), im Zivilrecht (befristete Ungültigkeit, Art. 107 und 108 ZGB, auf 18 Jahre festgelegtes Heiratsalter, Art. 94 ZGB) als auch im Asylrecht (frauenspezifische Fluchtgründe, Art. 3 AsylG) und im Ausländerrecht (Rechtsmissbrauch, Art. 50 und 51 AuG) bereits gesetzliche Bestimmungen zur Bekämpfung von Ehen enthalten, die ohne den freien Willen eines oder beider Ehegatten geschlossen werden. Es besteht diesbezüglich aber noch weiterer Handlungsbedarf.

Um Personen besser vor Zwangsheiraten zu schützen, hat der Bundesrat mehrere Gesetzesänderungen vorgeschlagen. Insbesondere im Strafrecht gibt es drei Möglichkeiten, nämlich die Beibehaltung des Status quo, die Erwähnung der Zwangsheirat als Fall einer schweren Nötigung oder die Einführung einer neuen Strafnorm, mit der die Zwangsheirat zu einem qualifizierten Nötigungstatbestand würde, und im Zivilrecht soll die Zwangsheirat zu einem selbständigen Eheungültigkeitsgrund gemacht werden. Eheschliessungen mit Minderjährigen sollen in der Schweiz nicht mehr erlaubt sein, auch nicht unter Ausländern. Ausserdem sollen auch im Ausland geschlossene Ehen mit Minderjährigen in der Schweiz nicht mehr anerkannt werden.

Diese Gesetzesänderungen werden Gegenstand einer Botschaft sein, die das EJPD bis Ende 2010 ausarbeiten wird.

Instrumente und Vorgehensweisen im Kampf gegen die Zwangsheirat Information und Betreuung von Betroffenen

Kanton Neuenburg

Die Ausgangslage im Kanton Neuenburg sah so aus, dass die Behörden nur über ganz wenige Fälle Bescheid wussten. Somit gab es auch kein besonderes Vorgehen. 2006 wurde dank dem politischen Willen der Anstoss für Überlegungen in Zusammenhang mit der Bekämpfung von Zwangsheiraten im Kanton Neuenburg gegeben. Dabei wurde wie folgt vorgegangen:

1. Feldstudie COSM («Service de la cohésion multiculturelle») zur Informationsbeschaffung. Diese Studie hat zwar zahlreiche Unklarheiten zum Vorschein gebracht, hat jedoch auch gezeigt, dass Handlungsbedarf besteht.
2. Schaffung einer Arbeitsgruppe aus verschiedenen staatlichen und parastaatlichen Diensten und Ämtern.
3. Ausarbeitung eines Aktionsplans zur Bekämpfung von Zwangsehen.
4. Umsetzung des Aktionsplans im Kanton Neuenburg.

Der Aktionsplan verfolgt zwei Handlungsschienen:

- Betreuung der Betroffenen
- Information und Sensibilisierung

Für Information und Sensibilisierung wurden 3 Zielgruppen ausgemacht: Junge Leute, Fachpersonen und Eltern. Die Werkzeuge, um das Zielpublikum ansprechen zu können, sind eine Broschüre mit rechtlichen Informationen und nützlichen Adressen sowie Plakate, die von Jugendlichen gestaltet und ausgewählt wurden. Bei der Umsetzung des Plans stand die Sensibilisierung der Fachpersonen im Vordergrund; über sie will man die Jugendlichen erreichen, mit denen sie im Kontakt stehen. Die Unterlagen werden an die betroffenen Dienste, Stellen und Einrichtungen abgegeben. Nach Wunsch wird auch der Aktionsplan vorgestellt.

Bis heute wurden ca. 3000 Broschüren verteilt, 200 Plakate aufgehängt und rund 15 Vorträge gehalten.

Im Rahmen der Beratungen oder aber auf Anfrage bietet der COSM ferner bei der Behandlung der Fälle auch Gutachten und Mediation an. Ausserdem kümmert er sich gemeinsam mit Einrichtungen wie den Berufsbildungszentren um die Ausarbeitung und die Umsetzung von Informations- und Betreuungsstrategien.



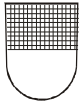
Zwangsheirat – Symposium vom 18. Juni 2010 in Grangeneuve

Zusammenfassung des Referats von Staatsrat Erwin Jutzet, Sicherheits- und Justizdirektor, anlässlich des Symposiums « Zwangsheirat – Arrangierte Heirat im Kanton Freiburg »

Zwangsehen oder arrangierte Ehen beschäftigen die Öffentlichkeit seit mehreren Jahren. In Freiburg hat Grossrätin Claire Peiry-Kolly 2006 eine Anfrage an den Staatsrat zu diesem Thema eingereicht (Q 940.06). Die Kommission für die Integration der Migrantinnen und Migranten hat daraufhin eine Arbeitsgruppe ins Leben gerufen, welche einen Bericht erarbeitete. Dieser wurde vom Staatsrat am 11. Mai 2010 angenommen. Dem Bericht zufolge handelt es sich um eine Zwangsheirat, wenn die Familie eine Person mit psychologischer oder physischer Gewalt zur Ehe zwingt. In extremen Fällen kann es auch zu Mord, sogenanntem Ehrenmord, kommen. Aufgrund des starken Drucks kann das Opfer die Heirat nicht verweigern. Die frei ausgesprochene Einwilligung ist jedoch eine Grundvoraussetzung für die Rechtsgültigkeit der Heirat. Im Gegensatz zu Zwangsehen beinhalten arrangierte Ehen keinen Ansatz von Nötigung.

Zwangsheirat ist ein verstecktes und schwer zu erfassendes Phänomen. Die Opfer erstatten selten Anzeige. Der erzwungene Charakter der Ehe manifestiert sich oft nur, wenn es zu Gewalt oder Trennung kommt. Da die Gesellschaft der Herkunftsländer oft von patriarchalischen Prinzipien und Klanherrschaft geprägt ist, befinden sich die Opfer in einem schweren Loyalitätskonflikt. Die Kommission formuliert eine Reihe von Empfehlungen betreffend Sensibilisierung, Unterstützung der Opfer, Repression sowie Integration. Das Erlernen einer Kantonsprache ist dabei prioritär. Um diese Empfehlungen in die Tat umzusetzen, hat der Staatsrat den Delegierten für die Integration der Migrantinnen und Migranten beauftragt, eine Kampagne mit dem Zielpublikum der 12 bis 25 Jährigen zu lancieren. Diese Kampagne ist eine Priorität der kantonalen Integrationspolitik.

Um Fälle von Zwangsheirat besser aufdecken zu können, wird das Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen in Verdachtsfällen vermehrt gezielte Anhörungen von zukünftigen Brautleuten anwenden. Wenn aufgrund einer Heirat im Ausland ein Gesuch für eine Aufenthaltsbewilligung gestellt wird, kann das Amt für Bevölkerung und Migration eine Heiratsurkunde und deren Beglaubigung verlangen. Es kann ebenfalls weitere Ermittlungen veranlassen, zum Beispiel gleichzeitige, getrennte Anhörungen der Ehegatten, in der Schweiz sowie im betroffenen Land. Was die Opferunterstützung betrifft, wird die geplante Kampagne ermöglichen, die Bedürfnisse im Bereich der Betreuung besser einzuschätzen. In Bezug auf Integration ist das Erlernen einer Kantonsprache das oberste Ziel der Politik des Staatsrates. Der Bund schliesslich beabsichtigt, die Bekämpfung von Zwangsheirat zu verschärfen. Eine der Möglichkeiten wäre der Erlass einer spezifischen, strafrechtlichen Gesetzesbestimmung. Eine solche Bestimmung würde ein wichtiges Zeichen setzen und wäre deshalb zu begrüssen.



ZWANGSHEIRAT – ARRANGIERTE HEIRAT

SENSIBILISIERUNGSKAMPAGNE IM KANTON FREIBURG

Bernard Tétard, Delegierter für die Integration der MigrantInnen

Im Februar 2010 hat der Staatsrat die Prioritäten im Bereich der kantonalen Integrationspolitik für das laufende Jahr festgelegt. Vierzehn Prioritäten wurden bestimmt, darunter die Lancierung einer Kampagne zur Verhinderung von Zwangsheirat.

Diese Kampagne führen wir in Zusammenarbeit mit den Kantonen Neuenburg, Genf und Waadt durch. Der *Service de la cohésion multiculturelle* des Kantons Neuenburg ist Initiator dieses Projektes, das vom Bundesamt für Migration finanziell unterstützt wird. Die Kampagne ist von 2010-2011 geplant.

Auf kantonomer Ebene wird eine Arbeitsgruppe einen spezifischen Aktionsplan ausarbeiten. Sie wird sich aus Vertreterinnen und Vertretern aller betroffenen Direktionen zusammensetzen sowie aus lokal tätigen Trägerschaften wie Solidarité Femmes.

Die Sensibilisierungskampagne richtet sich an

- *Jugendliche von 12 bis 25*
Es ist vordringlich, die Jugendlichen zu informieren bevor sie Opfer von sozialem Druck werden. Ebenfalls wichtig ist, diejenigen Personen zu informieren, die indirekt mit dieser Realität konfrontiert sind. Sie können potentielle Opfer dabei unterstützen, Rat bei Fachpersonen zu erhalten.
- *Die Eltern der betroffenen ausländischen Gemeinschaften*
Eltern werden über die Rechte ihrer Kinder informiert sowie über die Risiken, die sie auf sich nehmen, falls sie die Gesetzgebung missachten. Um sicher zu gehen, dass die Information gut ankommt, zählen wir auf die Bereitschaft von Personen der entsprechenden Gemeinschaften, die Rolle von MediatorInnen zu übernehmen.
- *Fachpersonen aus den Bereichen Erziehung, Gesundheit, Soziales, Justiz und Polizei.*

Informationskanäle

- *Schulen*: Orientierungsschulen, Gymnasien, Berufsschulen, usw.
- *VKJ*, Verein zur Kinder- und Jugendförderung in Deutschfreiburg und *AFASC*, Association fribourgeoise des animatrices et des animateurs socioculturel-le-s : Jugendräume sind Orte, die von vielen Jugendlichen mit Migrationshintergrund besucht werden.
- Gemeinden
- Staatsstellen
- Geschäfte und Handelsunternehmen, z.B. Apotheken.

Das heutige Symposium setzt den Grundstein für den Aufbau eines Beziehungsnetzes, das dazu beiträgt, dass Jugendlichen ihre Zukunft in aller Freiheit planen können.

ZWANGSHEIRATEN-ARRANGIERTE HEIRATEN IN FREIBURG

FREITAG, 18. JUNI 2010

PRÄSENTATION DER SITUATION VON ZORA, 22 Jahre. DIE ZAHLREICHEN KOMPLEXEN SCHWIERIGKEITEN EINER JUNGEN FRAU, DIE ZUR EHE GEZWUNGEN WURDE

Aus Gründen der Vertraulichkeit beschreibt dieser Text die tatsächlichen Begebenheiten, so wie sie von mehreren Frauen berichtet wurden. Jegliche Ähnlichkeiten mit bekannten Personen sind rein zufällig.

Im Alter von 11 Jahren zieht Zora mit ihrer Mutter, ihrem älteren Bruder und ihren vier jüngeren Schwestern zu ihrem Vater, der sich bereits in der Schweiz niedergelassen hat. Bereits in jungen Jahren muss sie ihren Eltern bei den sozialen, schulischen oder ärztlichen Einrichtungen als Dolmetscherin dienen. Zora wird von ihrem Vater regelmässig misshandelt. Sie darf das Haus nicht alleine verlassen.

Mit 15 darf Zora das Haus noch immer nicht verlassen, sie darf auch keine Freundin einladen oder zu einer Freundin gehen. Sie hat keine Sozialleben. Sie steht im Dienste der Familie, muss psychische und physische Gewalt, Beschimpfungen, Schmähung und Drohungen von ihrem Vater und ihrem Bruder hinnehmen.

Als Zora eine Lehre beginnt, fährt sie ihr Vater zum Unterricht und zur Arbeit, um sie kontrollieren zu können. Sie hat mehr und mehr Schwierigkeiten und fehlt regelmässig auf der Arbeit oder im Unterricht, weil sie geschlagen wurde oder die ganze Nacht geweint hat. Ihre Chefin zeigt Verständnis.

Das Thema Heirat rückt bedrohlich näher. Sie fleht ihren Vater an, sie nicht zu verheiraten. Zora erlebt regelmässig körperliche und psychische Gewalt, muss mit ihren Verletzungen, die von den Schlägen herrühren, in den Notfall. Nie hat sie jemandem gesagt, was mit ihr geschieht. Später versucht Zora sogar, sich das Leben zu nehmen.

Zoras Vater gibt ihr die Schuld an seiner Krankheit und befiehlt ihr, sich seinen Befehlen unterzuordnen, andernfalls würde er an seiner Erkrankung sterben.

Die zwangsverlobte Zora muss in ihr Ursprungsland zurückkehren und dort ihren Zukünftigen heiraten, da dieser keine Aufenthaltsbewilligung für die Schweiz erhalten hat. Weil sie sich dieser Heirat noch immer widersetzt, wird sie auch von ihrem Onkel geschlagen. Es folgt ein zweiwöchiger Aufenthalt im Spital, wo sie gezwungen wird, die Heiratspapiere zu unterzeichnen.

Zurück in der Schweiz als verheiratete Frau muss sie alles unternehmen, damit ihr Mann in die Schweiz kommen kann. Unter den Schlägen und den Morddrohungen ihres Vaters muss Zora auf ihre Kosten einen Anwalt engagieren, der ihr dabei helfen soll, sich bei den Behörden für ihren Mann einzusetzen. Sie ist dazu gezwungen, einen Mietvertrag für eine Wohnung zu unterzeichnen, ebenfalls zu ihren Lasten, darf dort jedoch nicht wohnen. Sie muss ihre Ausbildung abbrechen, damit sie einen ganzen Lohn vorweisen und somit beweisen kann, dass sie für das Ehepaar aufkommen kann. Ihr Vater belästigt sie am Telefon, holt sie von der Arbeit ab um sie zum Anwalt oder ins Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) zu fahren. Nach mehreren Verwarnungen wird sie schliesslich entlassen.

Danach nimmt sie mehrere Jobs an, arbeitet zu 150 % um alle Kosten begleichen zu können. Körperliche Gewalt, Morddrohungen, vollkommene Abschottung – all das musste Zora während drei Jahren erleben, bis das BMA ihrem Mann die Bewilligung für eine Einreise in die Schweiz erteilte. Auch als sie in ihrem Heimatland war, weil sie ihren Mann besuchen musste, wurde sie schwer misshandelt.

Als die Ankunft ihres Mannes kurz bevor steht, hält es Zora nicht mehr aus und flüchtet. Sie nimmt nur das Nötigste mit. Sie findet Unterschlupf in einem Studio, das zuvor einer vertrauenswürdigen Bekannten gehörte. Während mehreren Monaten versteckt sie sich in einem leeren Raum, das Einzige, was sie hat, sind zwei Decken, auf denen sie am Boden schläft, und ihr Handy. Sie bleibt in Kontakt mit der Sozialarbeiterin, die ihr eine grosse Hilfe ist und sie finanziell ein bisschen unterstützt. Sie ist einer der wenigen Kontakte, die Zora zur Aussenwelt hat. Sie erhält aber auch SMS mit Morddrohungen und Beschimpfungen von ihrer Familie. Ihr Vater, ihr Bruder und ihr Ehemann suchen sie. Sie erhält gar ein Angebot von mehreren Tausend Franken, wenn sie sich dazu bereit erklärt, mit ihrem Mann zu leben. Doch Zora geht nicht darauf ein. Sie erhält auch Anrufe von ihren Schwestern, die ihr vorwerfen, dass die Familie ihretwegen in Schwierigkeiten ist. Zora geht es sehr schlecht, sie hat Panikattacken, die ein Gefühl des Erstickens und Herzrhythmusstörungen bei ihr auslösen, sie schläft fast gar nicht mehr, isst nichts, macht sich schwere Vorwürfe und sorgt sich auch um ihre Familie, ihre Schwestern, ihre Mutter. Sie hat kein Geld, um Essen oder Hygieneprodukte zu kaufen, sie braucht Medikamente, kann jedoch aus Geldmangel keine kaufen, und sie hat auch kein Geld, um ihre Miete zu bezahlen. Sie lebt völlig isoliert und fürchtet sich davor, ihren Unterschlupf zu verlassen.